

Guerre en Ukraine : les ressorts d'un accueil de réfugiés à géométrie variable

Par Antoine Oberdorff, le 8/3/2022 à 06h03

L'accueil des populations qui fuient les bombardements russes en Ukraine tranche avec les conditions imposées aux demandeurs d'asile en France ces dernières années. Les ressorts de cette solidarité sont multiples.



À Calais, la photo fait grincer des dents. Prise mardi 1er mars, on y voit la maire LR Natacha Bouchart dans son bureau, entourée de neuf réfugiés ukrainiens. Ce jour-là, elle a convié la presse locale pour expliquer sa détermination à soutenir la famille Kostetsky, qui a fui la guerre en Ukraine mais s'est vue refoulée à la frontière avec la Grande-Bretagne, faute de visa. Cette mobilisation donne aux associations engagées depuis des années auprès des migrants de Calais le sentiment d'un accueil à deux vitesses.

→ À LIRE. Guerre en Ukraine, 13e jour : le point sur la situation

L'ONG Amnesty International s'est par exemple étonnée d'« un sursaut humaniste » jamais observé lors de précédentes crises humanitaires, dont la dernière ne date que de quelques mois. « Les Européens sont curieusement beaucoup plus accueillants cette fois-ci qu'ils ne l'étaient vis-à-vis des réfugiés syriens qui fuyaient les bombardements du même Poutine », remarque la secrétaire générale de l'organisation, Agnès Callamard.

Des Français favorables à l'accueil des réfugiés ukrainiens

Gérald Darmanin a annoncé son intention de créer une « *sorte de consulat* » à Calais avec son homologue britannique pour faciliter la délivrance des visas. Et d'activer, de manière inédite au niveau européen, la « protection temporaire » pour les Ukrainiens, sollicitée en vain par le passé par les associations humanitaires pour d'autres réfugiés venus d'Afrique et du Moyen-Orient.

→ CHRONIQUE. Guerre en Ukraine : réfugiés d'ici, migrants de là-bas

À en croire les études d'opinion, l'adhésion à l'accueil des réfugiés en provenance d'Ukraine est massive : 79 % des Français s'y déclarent favorables, selon un récent sondage de l'Ifop (1), tandis qu'ils étaient 49 %, en septembre 2021, à se prononcer en faveur de l'accueil des Afghans fuyant le régime des talibans, et également 49 % au maximum (en 2015, après la publication des photos du petit Aylan) en ce qui concerne les migrants traversant la Méditerranée en 2015.

Une même sphère culturelle et religieuse

Le sociologue François Héran explique cette ouverture par l'appartenance des Ukrainiens à une proximité culturelle et religieuse, qui produit « *une identification a priori* ». « *Après la Première Guerre mondiale, la Société générale d'immigration a fait venir en masse des ouvriers polonais dans les mines de charbon d'Alsace, de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais car leur catholicisme était apprécié* », rappelle le professeur au Collège de France.

« *Si vous partez de Paris et que vous allez jusqu'à Kiev à pied, vous ne voyez que la continuité. Hormis les bulbes des églises orthodoxes qui déparent, l'appartenance à une même culture et tradition chrétienne saute aux yeux* », confirme l'historien Pierre Gonneau, président de l'Institut d'études slaves.

→ EXPLICATION. Comment s'organise l'accueil des réfugiés ukrainiens en France ?

Cette identification tient également à une simple question de proximité géographique, ajoute le géographe Philippe Rekacewicz. « *L'intensité émotionnelle avec laquelle est ressentie une catastrophe dépend du nombre de kilomètres qui nous en sépare* », admet le chercheur, avant de nuancer : « *S'il est humain de se reconnaître spontanément dans la douleur vécue par un peuple voisin, rien ne saurait justifier qu'un citoyen afghan ou syrien ne se voie pas appliquer la convention de Genève relative au droit d'asile de la même manière qu'un citoyen ukrainien. Les obligations internationales des États ne sont pas indexées sur un éloignement kilométrique*. »

→ REPORTAGE. À la frontière polonaise, des réfugiés d'Ukraine jetés sur la route de l'exode

Ces deux raisons n'expliquent pourtant que partiellement l'accueil favorable dont font l'objet les Ukrainiens, précise François Héran, qui évoque le sort réservé aux *boat people* fuyant le Vietnam communiste en 1975. « *Alors même que le gouvernement français avait décidé de suspendre l'immigration des travailleurs et des familles extracommunautaires en 1974, et qu'il avait même organisé le retour forcé de la main-d'œuvre maghrébine résidant légalement en France, les boat people sont accueillis avec bienveillance l'année suivante* », rappelle le sociologue. L'ennemi désigné était le communisme, donc il paraissait évident d'ouvrir les portes aux victimes du régime de Hanoï. » Aujourd'hui, c'est la vie des civils sous les bombes de Moscou qui est en péril.

Antoine Oberdorff

(1) Enquête réalisée, par questionnaire auto-administré en ligne du 1er au 2 mars 2022, auprès d'un échantillon de 1 007 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.